



ACCORD CADRE
ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES BOUCHES ET POTEAUX INCENDIE
POUR LA PERIODE 2026-2029

Cahier des Clauses Techniques Particulières
(C.C.T.P.)

Sommaire

Articles 1er : Objet du contrat	3
1.1 Contacts	3
1-2 Nature des prestations à assurer	4
1-3 <i>Variation du nombre d'appareils à entretenir</i>	6
Articles 2 : Modalités d'exécution	6
2-1 <i>Périodicité d'intervention</i>	6
2-2 <i>Dates et Heures</i>	7
2-3 <i>Information, du représentant de la personne publique</i>	8
2-4 <i>Taux maximal d'indisponibilité</i>	8
2-5. <i>Maintenance curative</i>	8
2-6. <i>Accès aux matériels de sécurité</i>	8
2-7. <i>Coordination des interventions</i>	9
2-8. <i>Fournitures</i>	9
2-9. <i>Pièces de rechange</i>	9
2-10. <i>Récupération</i>	9
2-11. <i>Remise en état de propreté après intervention</i>	9
Articles 3 : Responsabilités	10
Articles 4 : Vérification des prestations.....	10
Articles 5 : Conditions d'intervention- forfait déplacement.....	10

Articles 1er : Objet du contrat

Le présent marché concerne l'entretien et la maintenance des poteaux et bouches d'incendie des villes de Béthemont la Forêt, Chauvry, L'Isle Adam, Méry-sur-Oise, Mériel, Nerville la Forêt, Parmain, Presles et Villiers Adam regroupées au sein d'un groupement de commandes.

Le présent marché est divisé en deux prestations techniques :

- Prestation n°1 : entretien préventif
- Prestation n°2 : entretien curatif.
-

La prestation n°1 relative à la maintenance préventive prendra la forme **d'un marché à prix forfaitaire** par poteau ou bouche.

La prestation n°2 relative à la maintenance corrective prendra la forme **d'un marché à prix unitaire** pour la fourniture de pièces de remplacement et le service de réparation.

1.1 Contacts :

Pour la ville de Béthemont la Forêt

Didier DAGONET Maire

Mail : mairie.bethemont-laforet@wanadoo.fr

Pour la ville de Chauvry

Jacques DELAUNE Maire

Mail : mairie.de.chauvry@orange.fr

Pour la ville de L'Isle Adam

Secrétariat voirie

Mail : regie-voirie@ville-isle-adam.fr

Pour la ville Parmain

Laurent PLUQUET DST

Mail : lpluquet@ville-parmain.fr

Pour la ville de Méry-sur-Oise

Sandrine LEFEBVRE

Responsable du service Environnement et voirie : Mail :

environnement@merysuroise.fr

Pour la ville de Mériel

Jérôme CARTON

Directeur des Services Techniques :

Mail : dst@ville-de-meriel.fr

Pour la ville de Presles

Nathalie RASTEL

DGS

Mail : dgs@ville-presles.fr

Pour la ville de Nerville la Forêt

Philippe VAN HYFTE

Maire

Mail : mairie@nervillelaforet.fr

Pour la ville Villiers Adam

Bruno MACE Maire

Mail : mairie@villiers-adam.fr

1-2 Nature des prestations à assurer

Le titulaire du marché s'engage à assurer :

- Les opérations de maintenance préventive systématique dans le cadre d'un forfait,
- Les opérations de maintenance curative en fonction des incidents constatés tout au long de la période du contrat.

Nota : Et en cas de besoin, la création de poteau ou de bouches d'incendies.

La maintenance préventive consiste en une visite annuelle de chaque appareil les années **paires**. Un coût forfaitaire, main d'œuvre comprise, par type d'appareil.

Chaque commune dispose sur son territoire, conformément aux dispositions de l'article L.2212-2 alinéa 5 du code général des collectivités territoriales (CGCT), d'un système de protection incendie constitué d'appareils publics, poteaux incendies alimentés par le réseau public de distribution d'eau potable.

Chacune des communes indique que ces appareils de lutte contre l'incendie respectent les règles de l'art et les normes actuellement en vigueur.

Conformément aux dispositions susmentionnées : l'organisation, le fonctionnement et la suffisance du service incendie sur son territoire, notamment en ce qui concerne la décision d'implantation de nouvelles installations de lutte contre l'incendie et les travaux nécessaires au dimensionnement du réseau pour assurer les caractéristiques de pression et de débit normalisés de ces canalisations, relèvent de l'entière appréciation et responsabilité de la commune. Le prestataire dispose du matériel et d'un personnel permettant d'assurer les prestations de vérifications et d'entretien des appareils publics de lutte contre l'incendie.

En application de l'article L2213-32 du code général des collectivités territoriales et de la responsabilité de chaque commune membre, le prestataire peut également être sollicité pour poser un système d'alerte ou la mise en œuvre d'un autre dispositif pour détecter d'éventuelles ouvertures sauvages d'un PEI (street-pooling).

En conséquence il est convenu ce qui suit :

Le prestataire assurera l'entretien des poteaux et des bouches d'incendie, installés sur **le réseau public** de distribution d'eau potable de chaque commune aux conditions ci-après.

Lors de la prise en charge du service par le prestataire, il sera établi, contradictoirement un état des installations (les hydrants privés seront à retirer du nombre mentionné ci-dessous), lesquelles se composent de la façon suivante :

Pour la ville de Béthemont le Forêt

- 6 poteaux d'incendie
- 1 bouche d'incendie

Pour la ville de Chauvry

- 6 poteaux d'incendie

Pour la ville de L'Isle Adam

- 141 poteaux d'incendie
- 1 bouche d'incendie

Pour la ville Parmain

- 65 poteaux d'incendie,
- 1 bouche d'incendie

Pour la ville de Méry-sur-Oise :

- 73 poteaux d'incendie,
- 23 bouches d'incendie.

Pour la ville de Mériel :

- 48 poteaux d'incendie,
- 2 bouche d'incendie.

Pour la ville de Presles

- 46 poteaux d'incendie
- 4 bouche d'incendie

Pour la ville de Nerville la Forêt

- 8 poteaux d'incendie,
- 3 bouche d'incendie

Pour la ville Villiers Adam :

- 18 poteaux d'incendie

Seuls sont concernés les poteaux et bouches raccordés au réseau de distribution public d'eau potable situés sur le domaine public et donc à l'exclusion de ceux ayant un caractère privé, de telle manière que leur débit puisse être conforme au débit réglementaire de 60 m3/h avec un résiduel de pression au sol de 1 bar pendant 2 heures.

Dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du marché, le prestataire mettra à jour les plans de repérage des poteaux et des bouches d'incendie dans chacune des communes. Le numéro distinctif de chaque poteau et bouche d'incendie sera vérifié s'il y a lieu. Une base de données de l'existant sera remise au titulaire.

Les futurs poteaux et bouches d'incendie seront portés sur l'inventaire lors d'une mise à jour chaque

année.

Depuis 2022, le SDIS 95 a mis à disposition des communes et des EPCI, le logiciel REMOCRA qui permet au prestataire de saisir toutes ses interventions sur les points d'eau à l'instant réel.

1-3 Variation du nombre d'appareils à entretenir

La liste des poteaux incendies à la date de la signature du marché est portée dans **les annexes 1 et 2**. Cette liste devra être complétée si nécessaire lors de la première visite et est susceptible d'évoluer en fonction des achats de matériels ou de compléments de protection par des poteaux ou bouche d'incendie.

Ces ajouts éventuels se feront par ordre de service et feront l'objet d'un additif ou suppression à la DPGF sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant (voir clauses de réexamen).

Le prestataire s'engage à maintenir toutes les marques selon la réglementation et les normes en vigueur. Le personnel qui interviendra sera dûment qualifié.

Articles 2 : Modalités d'exécution.

2-1 Périodicité d'intervention.

L'espacement entre les deux visites systématiques de contrôle d'un même appareil sont assurées les années impaires par le SDIS, et les années paires par le prestataire.

La visite de vérification initiale se déroulera dans les six mois suivant la notification et en accord avec le service sécurité du centre technique municipal de chaque ville.

La date d'intervention définitive sera établie d'un commun accord entre le prestataire et le représentant de chaque ville.

Visite annuelle :

- Contrôle hydraulique : débit et pression mesurés avec appareil étalonné,
- Ouverture des vannes et vérification du fonctionnement de chaque appareil.
- Nettoyage extérieur des appareils,
- Vérification du bon fonctionnement de la vidange de chaque appareil,
- Travaux de petit entretien,
- Graissage de l'équipement et plus particulièrement du sous ensemble de commande,
- Resserrage des boulons et fixation,
- Remise en état socle,
- Remplacement des pièces défectueuses comprises dans le présent marché à hauteur de 200€ HT pour chaque poteau et bouche (des joints, des tiges de manœuvre, presse étoupe, volant de manœuvre, carre d'ouverture, bouchon de prise, clapet), cependant, les pièces, disparues ou cassées (volant de manœuvre, coquilles des capots et bouchons de prises) seront facturées en sus du contrat à la commune.
- Le remplacement éventuel, des capots endommagés et des pièces nécessaires au bon fonctionnement des appareils,
- Le désherbage ou la taille des haies aux abords immédiats des appareils,

- Réception lors de l'installation selon la norme NF62-200,
- La consignation des bouches et des poteaux sont prévus dans le contrat.

Le titulaire fournira à la personne publique un rapport d'intervention suite aux visites, au plus tard le dernier jour du mois suivant la visite concernée.

Le titulaire devra informer la personne publique immédiatement après chaque intervention urgente.

Important : Les coûts de consignation sont prévus dans le contrat de prestation en cas d'isolement de poteau ou de bouche

A l'issue de la visite annuelle au plus tard au mois de septembre, le prestataire indiquera les travaux de réparation et les travaux importants de renouvellement afin d'établir le budget pour l'année N+1, suite à la nouvelle réglementation départementale de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI).

Chaque année paire un rapport comportera des mesures de débit et pression des hydrants sur chaque poteau et bouche d'incendie.

Peinture des poteaux et bouche d'incendie

Il pourra être procédé, au cours de la durée du marché, à une réfection des peintures sur les parties accessibles des poteaux d'incendie à la demande du maître d'ouvrage. Un devis sera alors établi par le prestataire en référence aux prix unitaires (BPU) donnant lieu à l'émission d'un bon de commande.

Curatif : visite occasionnelle sur dysfonctionnement

Pour procéder à une réparation, le titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 48 heures après réception d'une demande par courriel de la commune. L'intervention est en sus du contrat.

L'entreprise fournira un devis sous 24 heures en semaine, selon le bordereau de prix unitaire (BPU). Les coûts de consignation avec le fournisseur d'eau sont prévus dans le BPU.

Travaux :

Pour procéder à des travaux de réfection, le prestataire doit demander un arrêté municipal au service voirie, ou se servira d'un arrêté permanent qui lui sera délivré sur la durée du marché. Il doit aussi établir un devis de travaux qu'il adresse au service contact de la commune selon le BPU du marché.

En cas de sinistre sur un ou des poteaux incendie ou de danger sur la voie publique de l'une des installations, le titulaire devra intervenir immédiatement (sous deux heures maximum) pour prendre à minima les mesures conservatoires nécessaires. Au cas où la panne n'aurait pas été réparée 24 heures après la demande, le titulaire avertira la commune concernée et les sapeurs-pompiers de la caserne concernée par mail de cette situation.

Prescriptions particulières pour les interventions urgentes :

En cas d'urgence, l'entrepreneur devra toujours être en mesure de mettre en activité sur simple injonction de la personne publique, une équipe pourvue de l'outillage nécessaire, sous 2 heures maximum. Dans ce but, l'entreprise devra assurer une permanence téléphonique de jour.

2-2 Dates et Heures

Le contrat ne prévoit pas d'intervention les week-end et jours fériés.

Les dates et dans certains cas l'heure exacte des visites sont fixées à l'avance et d'un commun accord entre le prestataire et le représentant de la ville. Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 48 heures avant la date prévue.

2-3 Information, du représentant de la personne publique

Le personnel chargé de la visite, se présente au représentant de la ville dès son arrivée dans l'établissement ou lieux de maintenance.

2-4 Taux maximal d'indisponibilité

Lors d'une visite, le taux d'indisponibilité du matériel ne doit pas être supérieur à 5% en nombre. Dans le cas où deux poteaux proche d'une même adresse sont hors service, la réparation se fera immédiatement. En outre le SDIS et les caserne des sapeurs-pompiers de **Mery-sur-Oise, Bessancourt et de l'Isle Adam** seront prévenus de l'indisponibilité des poteaux d'incendie et bouches par le service voirie.

Toutefois, si le titulaire prévoit que le taux d'indisponibilité dépasse la valeur indiquée plus haut, il en informe le représentant de la personne publique et définit avec lui les moyens à mettre en œuvre pour remédier à cette carence.

2-5. Maintenance curative

Sur simple appel téléphonique confirmé par écrit (mail ou autre moyen), les dépannages et réparations sont effectués suivant une programmation de travaux vus entre le représentant de chaque ville et le prestataire dans le délai minimum de 24 heures et un maximum de 48 heures.

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe le représentant de la personne publique. Ce dernier, en accord avec le titulaire, détermine les moyens à mettre en œuvre pour maintenir le niveau de sécurité pendant la période de carence. Sauf stipulations contraires, les moyens mis en œuvre ainsi que les démarches administratives sont à la charge du titulaire.

Le titulaire devra demander un arrêté de circulation auprès de la ville avant intervention. Il remettra la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) dans les trois semaines selon l'intervention.

2-6. Accès aux matériels de sécurité

Le titulaire du marché doit enseigner aux personnes placées sous son autorité, les diverses consignes de sécurité générales et particuliers propres, du fait des interventions sur le domaine public qui lui ont été communiquées par le client et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés. Sauf cas particuliers, la personne publique doit faciliter l'accès du titulaire au matériel installé et prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité de son personnel.

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour la maintenance des matériels et équipement, objet du marché.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable de l'équipe est nommément désigné par le titulaire. Le personnel du titulaire a accès aux locaux contenant les appareils concernés par le présent marché.

Lors des interventions curatives ou sur dépannages urgents, le prestataire devra prévoir la mise en place d'une signalisation temporaire de chantier afin de garantir la sécurité des personnes et des matériels empiétant sur la chaussée.

Pour ce faire, il prévoira notamment tous les frais relatifs à la mise en œuvre de la signalisation de chantier et des déviations de circulation (y compris itinéraire de délestage) nécessaires au bon déroulement des travaux pendant toute la durée d'intervention et ce, quel que soit la zone de travail (y compris la signalisation mobile), l'entretien, le remplacement éventuel de la signalisation le cas échéant ainsi que toutes sujétions pour le rétablissement de la circulation.

La signalisation provisoire de chantier comprendra la fourniture et la mise en œuvre :

- Des panneaux de signalisation et des barrières de protection,
- Des feux tricolores à batterie,
- La dépose et pose de matériels de signalisation existants (panneaux, feux tricolores) et remise en état de ceux-ci,
- De tout équipement nécessaire à la bonne circulation pendant le chantier,
- La surveillance et l'entretien des dispositifs mis en place
- La mise à disposition d'ouvriers qualifiés pour régler la circulation au besoin
- La prise en compte de toute sujétion complémentaires formulée par la Maîtrise d'Ouvrage sur un renforcement quelconque de signalisation, de quelque type que ce soit (plots, GBA béton, panneaux réfléchissants, feux alternés...)

2-7. Coordination des interventions

Si le titulaire du marché de maintenance n'est pas le fournisseur et lorsque la période de garantie est comprise dans la durée, celui-ci prend toutes dispositions en accord avec le fournisseur du matériel pour assurer la coordination de leurs interventions.

2-8. Fournitures

Les composants ayant fait l'objet d'une homologation peuvent être remplacés par des composants compatibles.

2-9. Pièces de rechange

Les pièces de rechange doivent être garanties 10 ans à compter de la date de remplacement. Le titulaire mettra à jour systématiquement l'inventaire des bouches et poteaux d'incendie.

Les poteaux et bouches d'incendie seront conformes aux normes suivantes :

- Poteaux d'incendie NF EN 14384 + complément S61-213/Cn,
- Bouches d'incendie NF EN 14339 + complément S61-211/Cn.

Ainsi que les règles d'installation, de réception et de maintenance pour poteaux et bouches d'incendie sous pression à la norme applicable NF S62-200

2-10. Récupération

Les pièces non réutilisables, les pièces remplacées et les résidus autres doivent être présentés au représentant de la personne publique et évacués par la suite, par le titulaire du marché.

2-11. Remise en état de propreté après intervention

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, dans lesquels il a été amené à intervenir. Les enrobages à chaud sont faits à l'identique.

Articles 3 : Responsabilités

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Toutefois, cette responsabilité ne saurait être recherchée lorsqu'il est notamment :

- Que les prestations ont été rendues impossibles par le fait de la personne publique ou de son représentant désigné,
- Que les prestations effectuées ont été rendues inefficaces par des causes étrangères au titulaire du marché telles que : mauvaise utilisation des appareils objet des prestations, détérioration, destruction par un tiers de ces appareils, l'ouverture sauvage d'un PEI (street- pooling) à l'insu de la personne publique, ou leur vol.

Articles 4 : Vérification des prestations.

A la fin de chaque prestation, **un bon d'intervention** sera également remis indiquant le nombre et le type de poteaux incendies contrôlés et les prestations réalisées (maintenance préventive, corrective...).

La collectivité dispose de fiches d'implantation du parc du patrimoine immobilier à vérifier ou à compléter lors de la première intervention.

Ces fiches seront remises au prestataire du marché au format information (Excel sous Windows ou équivalence) et papier. Elles devront être mises à jour par le prestataire pour chaque vérification et intervention ponctuelle et transmises au référent du marché de la collectivité en format papier ou information dans le mois qui suit la date d'intervention.

Il est possible qu'un poteau incendie n'ait pas de fiche d'implantation auquel cas il appartiendra au prestataire de l'établir et de compléter l'annexe 1.

Un bilan des poteaux incendie à remplacer selon la périodicité fixée aux articles du présent C.C.T.P. ou dans le cadre de la mise en conformité de l'équipement sera remis aux services sécurité dans le mois qui suit la maintenance préventive annuelle afin d'établir les bons de commande correspondants.

Le titulaire du marché établira à la fin de chaque année d'anniversaire du marché un rapport qui reprendra toutes les interventions qui ont eues lieu pendant l'année.

Dans le cadre du présent marché, la mise à jour de l'inventaire sera effectuée par le titulaire annuellement lors de la reconduction du marché.

Cette mise à jour de l'inventaire et des tarifs fera alors l'objet d'une demande d'acceptation par le pouvoir adjudicateur

Articles 5 : Conditions d'intervention- forfait déplacement.

Le prestataire sera peut-être accompagné, à la demande de la ville, par un agent de chaque commune du groupement durant toute la durée de sa présence sur les sites. Le prestataire informera au moins 1 mois à l'avance de sa date d'intervention en accord avec chaque commune du groupement. Il interviendra en continuité, si nécessaire sur plusieurs jours, durant les heures ouvrables du lundi au vendredi de 8h30 à 17h00.

Le coût du forfait déplacement sera compris dans les articles du BPU.